

Brisons le tabou

Prix aux producteurs Prix aux consommateurs

Ce document a pour objectif de contribuer à briser le mythe d'une agriculture trop chère. Il démontre qu'il est possible de rémunérer de manière juste les personnes qui travaillent la terre tout en gardant les denrées alimentaires accessibles pour les consommateurs. Consommateurs et producteurs peuvent construire une souveraineté alimentaire qui soit un vrai projet de société.

Ce document a été réalisé pour commémorer la journée internationale des luttes paysannes du 17 avril 2009.

Ce document est évolutif. Son contenu sera complété régulièrement ou mis à jour.

Ce document a permis de réaliser un dépliant A4 de 6 feuillets. Dépliant disponible sur le site www.uniterre.ch, dossier journée des luttes paysannes.

Ce document a été réalisé par le syndicat paysan Uniterre.

Avec le soutien de l'Affaire TourneRêve (Genève).
www.tournereve.ch



Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. www.uniterre.ch, info@uniterre.ch

Table des matières

1.	Introduction.....	3
1.1	Problématique	3
1.2	Pour une autre politique	4
2	Dépenses publiques pour l'agriculture.....	5
2.1	Bref historique	5
2.2	Les chiffres : 3% des dépenses	5
3	Dépenses des consommateurs	7
3.1	Les mythes	7
3.2	Les faits.....	7
3.3	Pouvoir d'achat.....	7
4	La chaîne agro-alimentaire, marges et prix	11
4.1	Comparaison des prix des producteurs et des consommateurs.....	11
4.2	Rôles des acteurs dans la chaîne agro-alimentaire.....	12
4.3	Politique de prix des distributeurs.....	12
4.3.1	Produits laitiers.....	12
4.3.2	Pains	13
5	Prix à la production et à la consommation.....	14
5.1	Prix rémunérateur.....	14
5.2	Calcul du prix rémunérateur pour le blé	15
5.3	Impact d'une hausse du prix du blé sur le consommateur	16
5.4	Calcul du prix rémunérateur pour le lait.....	17
5.5	Impact d'une hausse du prix du lait sur le consommateur.....	18
5.6	Rétribution de la famille	19
6	Consentement du consommateur à payer plus	20
6.1	Les raisons de choisir « suisse » pour le consommateur	20
6.2	Les différents types de consommateurs.....	20
7	Externalités positives de l'agriculture locale	21
8	Conclusion.....	23
9	Bibliographie.....	24

1. Introduction

1.1 Problématique

Depuis de nombreuses années, Uniterre s'engage pour que les familles paysannes puissent obtenir des prix rémunérateurs pour leurs produits. Ces prix doivent obligatoirement au moins couvrir les coûts de production. Sans cela, le marché ne remplit pas son rôle. Si nous voulons maintenir une agriculture vivante, transmissible de génération en génération, à taille humaine, de proximité et écologique, il n'y a pas d'autres voies que la rémunération juste et équitable des personnes qui travaillent la terre.

Aujourd'hui, nous n'y parvenons pas. Ni ici, ni ailleurs. Le rapport de force au sein des filières agro-alimentaires n'est pas en faveur des familles paysannes et des travailleurs. Le premier maillon de la chaîne est le plus souvent oublié lorsqu'il s'agit de répartir la valeur ajoutée au sein de la filière. La concentration dans la distribution et dans l'industrie et le manque d'organisation des paysans ne favorisent de loin pas un dialogue équitable entre les différents acteurs.

Autre biais qui existe dans les relations avec les distributeurs est que ces derniers propagent le « *mythe de l'exploitation de montagne Heidi* » dans leurs publicités alors que leur politique de prix n'encourage qu'à une seule chose : à rationaliser les coûts par un agrandissement des structures et par une pression sur les salaires. Dans la réalité, les distributeurs promeuvent les grandes structures alors que l'imagerie diffusée au grand public est celle des petites exploitations auxquelles le consommateur est émotionnellement attaché. Ils sont gagnants sur les deux plans.

Dans les campagnes, l'érosion du nombre d'exploitation est dramatique. Elle se situe à environ 2'000 par an, soit 6 par jour.

Cet état de fait est, de plus, largement influencé par un commerce international toujours plus encouragé par l'abaissement des protections à la frontière. Des modèles de production opposés sont mis en concurrence. Ainsi, une agriculture de proximité se voit quasi en devoir de concourir avec une agriculture industrielle qui ne prend en compte aucun facteur écologique ou social. Cette optique d'un commerce essentiellement basé sur le principe des avantages comparatifs (produire où c'est le « moins cher ») ne peut qu'entraîner les prix vers le bas car, à moyen terme, les impacts écologiques et sociaux ne sont pas suffisamment pris en compte par celles et ceux qui décident des politiques agricoles ou commerciales.

Pourtant, nos prix à la production sont souvent comparés avec un prix supposé « mondial » qui est lui, complètement artificiel. Il est en effet basé sur le prix de référence de surplus bradés sur les marchés internationaux. Par définition, les prix de denrées bradées n'ont plus aucun lien avec les coûts de production. Ce commerce effréné de denrées alimentaires -en cherchant toujours à trouver la denrée au plus bas prix- a des conséquences écologiques et énergétiques très, trop importantes. Vouloir sans cesse comparer l'agriculture suisse à l'agriculture européenne, en arguant que cette seconde est plus performante, est une aberration. En effet, la politique agricole européenne cumule les faiblesses : chaque minute, trois exploitations disparaissent en raison de conditions économiques désastreuses. Les impacts écologiques sont très importants avec, dans certaines régions, des pollutions dramatiques. L'occupation décentralisée du territoire est loin d'être assurée ; des régions entières sont désertées. Enfin, cette politique est loin d'obtenir la légitimité et le soutien de la population. Il y a donc de quoi être surpris par cette

démarche comparative qui aurait pour but de nous convaincre que l'objectif est de s'approcher de ce type de système moribond. Pour des raisons sociales, économiques et écologiques, il faut absolument repenser nos politiques agricole, alimentaire et commerciale. En Suisse comme dans d'autres entités politiques.

1.2 Pour une autre politique

Il faut aujourd'hui changer de paradigme. Uniterre se bat depuis plus de 10 ans pour réorienter nos politiques agricole et alimentaire vers le concept de souveraineté alimentaire. Celui-ci appelle à une relocalisation de la production et de la consommation en donnant la priorité à la production indigène pour nourrir la population, à garantir l'accès aux ressources naturelles, à la terre et aux crédits, à rémunérer les paysans par des prix équitables, à garantir une information transparente aux consommateurs, à autoriser une protection aux frontières pour se protéger du dumping. La souveraineté alimentaire permettrait sans aucun doute de rétablir la vérité sur les prix.

Une agriculture de proximité, rémunérée correctement, et des filières alimentaires qui répartissent plus équitablement la valeur ajoutée, nous permettraient d'augmenter le nombre de personnes actives dans le secteur agricole. Car Uniterre en est persuadé, les nombreuses tâches attribuées à l'agriculture nécessitent plus de monde dans le secteur.

Nous estimons qu'une hausse justifiée des prix à la production n'aura pas un impact démesuré sur le budget des ménages.

Nous pensons que les consommateurs suisses sont prêts à faire le pas de payer un peu plus, s'ils sont convaincus que la différence de prix permettra de rémunérer les personnes qui travaillent dans le premier maillon de la chaîne ; les familles paysannes et les travailleurs agricoles.

Nous sommes persuadés que les citoyen-ne-s de notre région ne pourront trouver que des avantages à une agriculture de proximité dynamique et rémunérée équitablement. Elle apportera sa contribution à l'écologie, à l'économie locale et répondra aux diverses attentes de la société.

Il y a un point essentiel à ne jamais perdre de vue lorsqu'il s'agit de parler d'agriculture : la nourriture est un bien essentiel dont nous ne pouvons nous passer.

Uniterre est convaincu qu'avec des relations plus justes dans le marché, nous pouvons produire de qualité, de proximité, écologique, tout en permettant à l'ensemble de la société d'avoir accès à ces produits.

La souveraineté est un projet de société et non une lubie corporatiste.

C'est ce que nous allons démontrer dans les pages qui suivent.

2 Dépenses publiques pour l'agriculture

L'idée largement répandue est que l'Etat dépense des sommes importantes pour l'agriculture. Il subventionnerait les exploitations agricoles à coups de milliards. Quels sont les montants réels qui sont versés à l'agriculture et pour quels objectifs ?

2.1 *Bref historique*

Dès les années 1990, la Suisse a entamé, par étape, une réforme profonde de la politique agricole. La première phase consistait à découpler les prix du revenu ; en clair, les prix des produits ne devaient plus être « artificiellement » soutenus par la Confédération. Le marché devait théoriquement fixer le niveau des prix. En parallèle, des soutiens à l'agriculture, sous forme de paiements directs, étaient versés aux exploitants.

Dans une seconde étape, ces soutiens ont été exclusivement versés aux exploitants fournissant des prestations écologiques de base. Ce concept est « l'éco-conditionnalité ». Ainsi, les paiements directs sont une rémunération par l'Etat de l'agriculteur, pour une prestation spécifique qu'il fournit à la société. Une contrepartie à ce paiement est donc réalisée. Ce travail résulte des nouvelles tâches que la société, par le biais de votations, a assignées aux familles paysannes : la multifonctionnalité.

2.2 *Les chiffres : 3% des dépenses*

En cumulant les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes (ensemble des dépenses publiques), l'agriculture représente à peine 3% des dépenses publiques. Nous sommes donc a priori très loin d'un arrosage massif des exploitations.

Le poste des dépenses consacrées à l'agriculture est l'avant-dernier, juste avant les relations extérieures. Ce montant est modeste par rapport à l'enseignement (~ 20%), ou la santé (~ 14%). C'est aussi près deux fois inférieur aux montants alloués à la « police, justice, police du feu » et toujours en dessous des sommes allouées à l'environnement, à la défense nationale, à la culture et les loisirs.

Les sommes versées à l'agriculture correspondent à 4'229 millions en 2006 sur 141'803 millions au total des dépenses publiques. Par ailleurs, on peut constater une baisse continue depuis 10 ans des montants alloués à l'agriculture.

Si nous estimons que 3% des dépenses publiques permettent d'assurer la mise en place de conditions cadres pour une agriculture de qualité et de proximité qui ménage les ressources naturelles et l'environnement tout en produisant 60% des calories nécessaires aux besoins de la population, cela paraît objectivement raisonnable. Il ne s'agit pas ici de minimiser l'implication des collectivités publiques dans le secteur agricole, mais bien de faire remarquer que contrairement à ce que l'on croit, ce n'est de loin pas une dépense majeure.

Aujourd'hui, cette agriculture paysanne de proximité, écologique et ménageant le climat, **est menacée**. Menacée par des politiques agricoles toujours plus libérales, par les rapports de forces inégaux sur les marchés et, par les tentatives de certains milieux de réduire les budgets destinés à l'agriculture.

Tableau 1 : Répartition et évolution des dépenses publiques totales (2005 et 2006). Chiffres arrondis, en millions de francs. Source : OFS (octobre 2008) et USP.

Fonctions	2005	2006	Variations en %
Relations étrangères	2 449	2 402	-1,93%
Culture et loisirs	4 237	4 331	2,17%
Défense nationale	4 909	4 766	-3,01%
Environnement	4 901	4 980	1,59%
Economie publique	6 206	6 278	1,12%
Economie publique Agriculture	4 230	4 229	-0,01%
Economie publique divers	1 976	2 048	3,48%
Justice, police, police du feu	8 097	8 254	1,90%
Administration générale	9 011	9 076	0,72%
Finances et impôts	9 525	10 051	5,24%
Trafic	14 842	14 498	-2,37%
Santé	19 826	20 051	1,12%
Enseignement	27 415	27 802	1,39%
Prévoyance sociale	28 729	29 314	2,00%
Dépenses totales	140 147	141 803	1,17%

Figure 1 : répartition des dépenses publiques liées à l'agriculture en 2006. Source : OFS (octobre 2008) et USP.

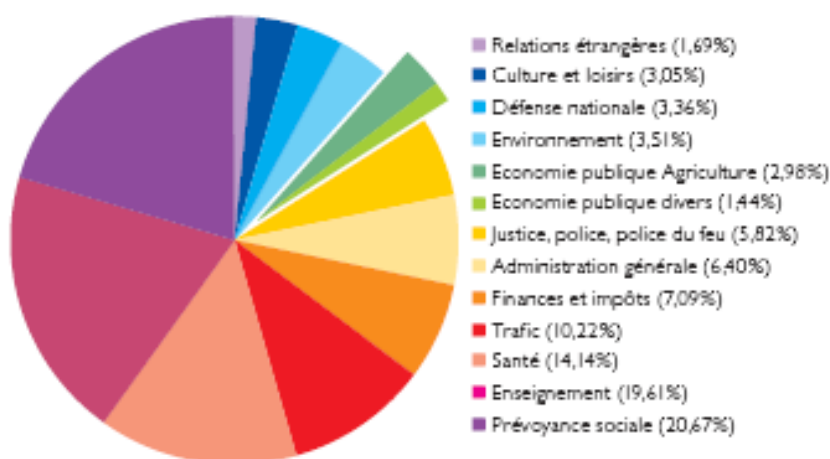
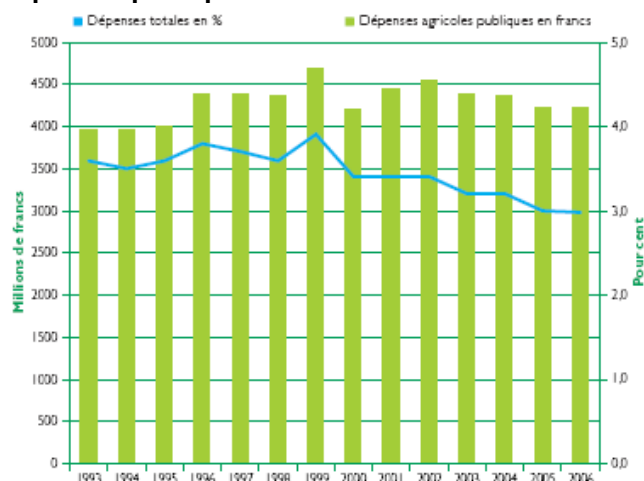


Figure 2 : dépenses agricoles publiques annuelles (CHF) et part des dépenses agricoles aux dépenses publiques totales. Source : OFS et USP.



3 Dépenses des consommateurs

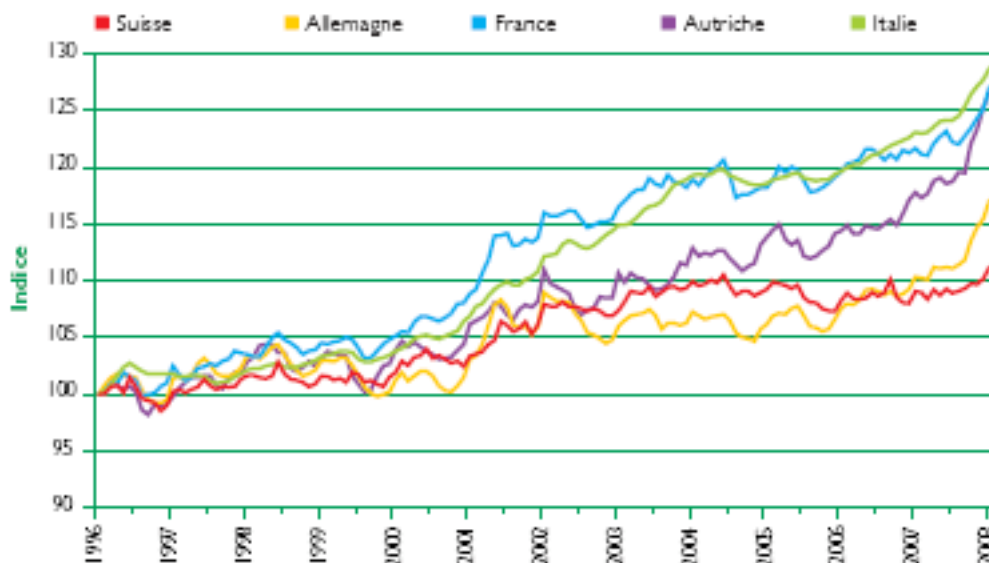
3.1 Les mythes

Il n'est pas rare que l'agriculture soit perçue comme un des facteurs clé de « l'îlot de cherté » suisse. La Conseillère fédérale en charge du Département fédéral de l'économie, Madame Doris Leuthard, l'a d'ailleurs martelé à de nombreuses reprises, notamment dans le cadre des discussions sur un éventuel accord de libre-échange agroalimentaire avec l'Union européenne. Pour leur part, les grands distributeurs répètent à l'envie que l'achat des matières premières agricoles indigènes est onéreux. Un certain nombre de transformateurs tiennent le même discours.

3.2 Les faits

Le consommateur suisse est celui qui dépense le moins dans son budget, en comparaison internationale, pour l'alimentation. De plus, depuis près de 10 ans, les prix alimentaires en Suisse sont restés relativement stables. En tenant compte du renchérissement (augmentation générale des prix de plus de 10% ces dernières années) et de l'évolution des prix à la consommation, les prix de l'alimentation ont même baissé par rapport à d'autres biens de consommation. En comparant cette évolution avec celles de nos voisins, les prix de l'alimentaire en Suisse ont peu évolué. Alors qu'en Italie, en France ou en Autriche, les prix ont presque augmenté d'un tiers en 10 ans.

Figure 3 : comparaison des indices des prix des produits alimentaires en Suisse et dans les pays limitrophes. Exprimés en pourcentage des prix de 1996. Source : Eurostat et USP.



3.3 Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est une donnée qui permet de comparer différentes situations. En effet, le prix à l'étalage ne dit pas grand-chose sur la capacité d'un consommateur à acquérir un produit. Mais en intégrant dans le calcul le salaire et les possibilités financières d'une personne à un endroit donné, il est alors possible de faire des comparaisons.

Parmi les 5 villes au plus haut pouvoir d'achat sur le plan mondial, on trouve Zurich (2) et Genève (4), les deux principales villes de notre pays. Cela s'explique par le fait

que malgré des coûts plus élevés du panier des ménages, le haut niveau des salaires suisses compense largement la différence.

Il est intéressant d'illustrer la notion du pouvoir d'achat en calculant le nombre de minutes de travail nécessaires pour acheter une denrée alimentaire. On constate deux tendances :

Tout d'abord, il faut « travailler moins » pour acheter un produit en Suisse que chez nos voisins :

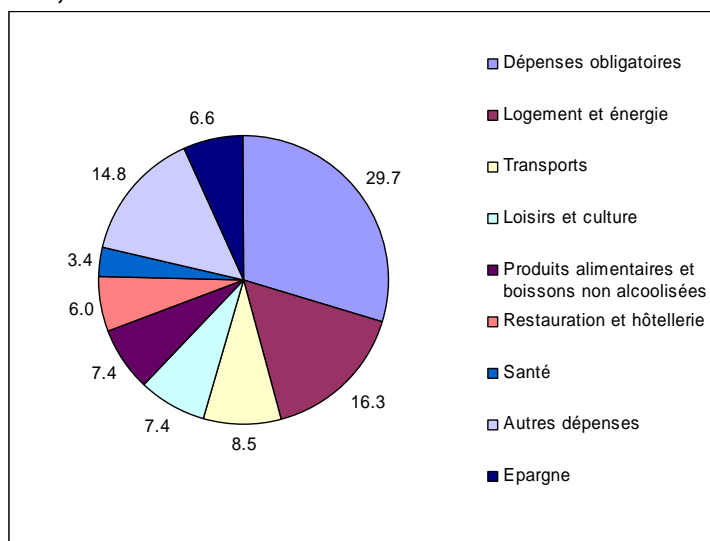
- Il faut dix minutes de travail à Genève pour acheter un kg de pain alors qu'à Paris, il faut 16 minutes et à Rome 23 minutes.
- En travaillant 60 minutes à Zurich, il est possible d'acheter 17,4 litres de lait alors que pour le même temps de travail, il est possible d'acheter que 8,5 litres à Paris.

Ensuite, il faut travailler beaucoup moins que par le passé pour acquérir le même produit :

- S'il fallait 226 minutes en Suisse pour acquérir un kilo de beurre en 1952, il ne faut plus que 33 minutes en 2007.

En Suisse, en moyenne, un ménage consacre (hors restaurant, hôtellerie, boissons alcoolisées et tabacs) 7,7% de son budget pour l'alimentation. Ce taux était encore de 27% en 1960.

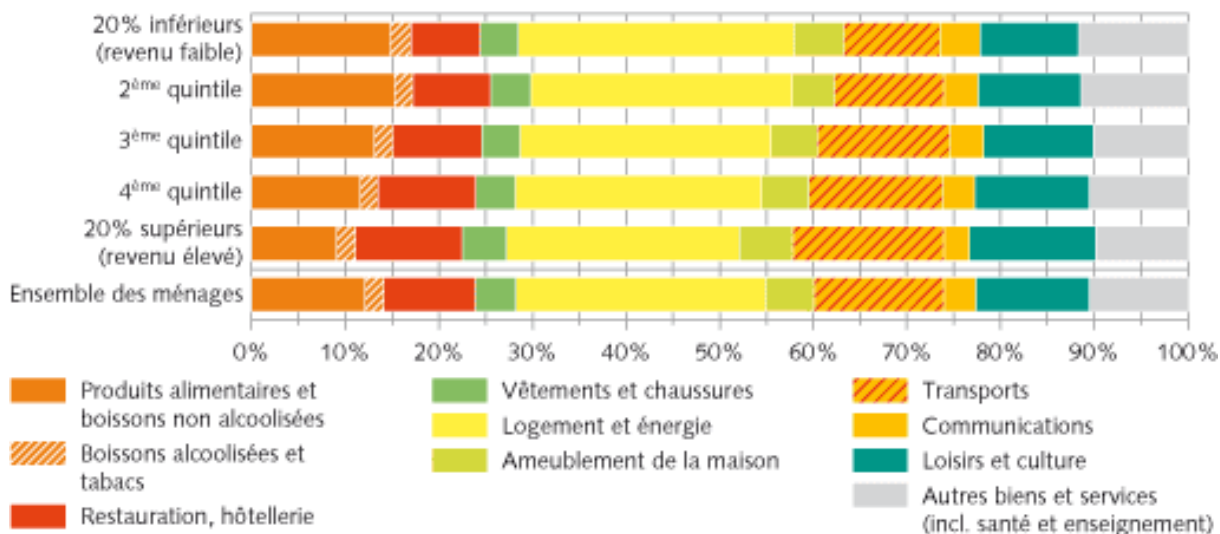
Figure 4 : Composition du budget moyen des ménages en 2006 (en% du revenu brut). Source OFS, 2008



Les pourcentages ci-dessus, s'ils indiquent une tendance générale, sont néanmoins à prendre avec précaution. Il faut souligner que ces résultats sont basés sur des enquêtes de l'Office fédéral de la statistique (OFS) auprès de ménages qui sont prêts à noter toutes leurs dépenses. C'est déjà un certain biais puisque ces ménages sont probablement plus minutieux et attentifs que la moyenne. De plus, comme indiqué plus haut, ce taux de 7,4% ne couvre pas les dépenses liées à la consommation à l'extérieur du foyer. Or une part de la population est amenée à manger une fois par jour hors du foyer pour des raisons professionnelles (restauration). Enfin, le taux varie en fonction du revenu. Une personne gagnant 500'000 francs par an, ne dépensera sûrement pas 7-8% de son revenu pour l'alimentation. Par contre, une personne ayant un salaire de 50-60'000 francs par an, dépensera probablement plus en pourcentage. Sur ce dernier point, l'OFS publie des données plus détaillées sur les groupes sociaux économiques ayant participé à l'enquête. Elles permettent déjà d'affiner les résultats.

Figure 5 : structure des dépenses de consommation selon le niveau de revenu, 2006. Source : OFS

Part des différents secteurs de dépenses dans le budget de consommation des ménages



Note : dans cette illustration, les dépenses de transfert obligatoires n'apparaissent pas (impôts, assurances sociales et assurance maladie de base). Ce qui a pour effet de rehausser le taux des dépenses liées à l'alimentation par rapport au graphique précédent (10,9% au lieu de 7,7%).

Les revenus les plus bas - bien qu'ils dépensent deux fois moins en francs pour les biens et services que le quintile des revenus supérieurs – consacrent 50% de leur budget à l'alimentation et au loyer. Ces deux postes atteignent à peine 35% pour le quintile supérieur. Cela veut dire que ce dernier groupe a une part beaucoup plus grande à disposition pour les loisirs, la culture etc. Si les revenus élevés consacrent 9% à l'alimentation, ce taux peut monter jusqu'à 15% pour les bas revenus.

Nous nous permettons d'extrapoler et de considérer qu'en pourcentage, les dépenses liées à l'alimentation peuvent se situer dans une fourchette de 7-12%, (impôts, assurances sociales et assurance maladie de base étant comptées dans le budget).

Par ailleurs, il faut noter que la part des dépenses consacrée à l'alimentation suit depuis plusieurs années une tendance à la baisse.

La Fédération romande des consommateurs exprime les dépenses en francs plutôt qu'en pourcentage. Les arguments qui amènent la fédération à utiliser plutôt ce type de référence sont liés aux différences de salaires, à la difficulté d'établir un salaire moyen et au fait que quelque soit le revenu, le prix à l'étalage est le même pour tous les consommateurs. En 2007, elle a effectué une étude en collaboration avec l'espace prévention Lausanne.

Tableau 2 : dépenses des ménages en francs et en fonction du type de ménage. Source : FRC

	Par jour	Par mois
Enfants 1-8 ans	7.15	218.-
Enfants 8-13 ans	10.05	306.55
Jeunes 14-20 ans	11.70	356.85
Adultes (vivant en famille)	10.45	318.75
Adultes (vivant en couple)	11.50	350.75
Personnes seules	13.60	414.80

Un ménage composé d'un couple avec 2 enfants de moins de 8 ans consommera en moyenne : $2 \times 318,75.- + 2 \times 218.- = 1073,50.-$ /mois pour l'alimentation.

Comparaison européenne

Il est intéressant de comparer nos dépenses avec celles de nos voisins. Dans les statistiques Eurostat, il est possible d'extraire le pourcentage des dépenses pour l'alimentation, les boissons et tabacs. Chez eux, les dépenses de transferts obligatoires (impôts, assurances sociales et assurance maladie) ne sont pas incluses dans le calcul du budget. Nous avons donc pris les mêmes chiffres-clé en Suisse.

Tableau 3 : dépenses des ménages pour l'alimentation, les boissons alcoolisées et tabacs, sans dépenses de transfert obligatoires (en%). Source : OFS et Eurostat.

	Suisse	Allemagne	Autriche	France	Espagne	Italie	Moyenne Europe 27
Moyenne des ménages	12,6 (10,9+1,7)	12,9	15,8	15,7	20,3	20,4	19,4
Quintile supérieur	11.1						15
Quintile inférieur	17						25

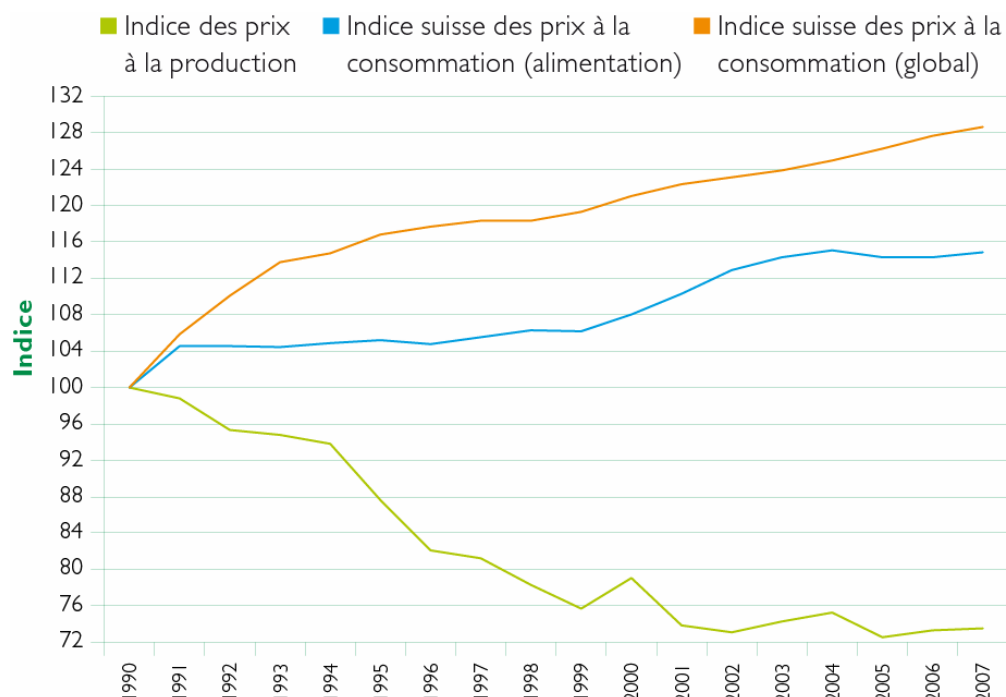
Ce tableau confirme que les Suisses sont ceux qui consacrent la part la plus faible de leur budget à l'alimentation.

4 La chaîne agro-alimentaire, marges et prix

4.1 Comparaison des prix des producteurs et des consommateurs

Si l'on compare la situation des prix proposés aux producteurs et ceux aux consommateurs, on constate le phénomène du ciseau des prix.

Figure 6 : évolution de l'indice des prix à la production agricole (IPP), de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) et du groupe de l'alimentation. Exprimés en pourcentage des valeurs de 1990. Source: OFS, USP



Si les prix à la production ont baissé de manière spectaculaire depuis 15 ans (28%, sauf entre 2007 et mi-2008), les prix à la consommation ont eux suivis une tendance à la hausse (+ 15%).

Les prix à la production n'ont qu'une influence marginale sur les prix à la consommation. Plus le produit est transformé, plus l'impact d'une hausse des prix à la production sur le prix aux consommateurs sera faible.

Tableau 4 : impact réel du renchérissement de matières premières sur les prix à la consommation. Source: USP

Produit	Prix de détail actuel	Unité	Prix matière première	Part dans le prix final	Renchérissement	Augmentation du prix final	Nouveau prix de détail
Pain bis	1.95 Fr.	0,50 kg	0.53 Fr/kg	13,0%	10%	1,1%	1.97 Fr.
Pommes frites	19.90 Fr.	2,50 kg	1.00 Fr/kg	3,2%	10%	1,3%	20.16 Fr.
Lait pasteurisé	1.40 Fr.	1,00 l	0.67 Fr/kg	48,0%	10%	4,8%	1.47 Fr.
Yogourt framboises	1.20 Fr.	0,36 kg	0.67 Fr/kg	16,0%	10%	1,6%	1.22 Fr.
Boisson mélangée café-lait	1.90 Fr.	0,23 l	0.67 Fr/kg	6,0%	10%	0,6%	1.91 Fr.
Gruyère doux	4.00 Fr.	0,25 kg	0.72 Fr/kg	53,0%	10%	5,3%	4.21 Fr.
Pommes classe I	3.90 Fr.	1,00 kg	1.16 Fr/kg	30,0%	10%	3,0%	4.02 Fr.

4.2 Rôles des acteurs dans la chaîne agro-alimentaire

Il est intéressant d'étudier le rôle des intermédiaires dans la chaîne agro-alimentaire. Si les prix à la consommation ont augmenté depuis 10 ans, et qu'ils ont baissé à la production, la plus value ne s'est pas volatilisée.

Des études en France ont été menées et ont démontré que dans la plupart des cas, si les hausses à la production étaient immédiatement répercutées dans le commerce de détail, ce n'était pas le cas lors d'une baisse des prix à la production qui ne s'illustre pas par une baisse de prix à la consommation.

Les transformateurs ne sont pas ceux qui ont profité de la situation. Leur marge reste plutôt faible et suit relativement bien l'évolution du prix à la production. Ce maillon a surtout amélioré sa situation par des gains en productivité.

La distribution, quant à elle, a largement été bénéficiaire de la situation. Elle a en quelque sorte surfé sur les crises alimentaires.

Exemple du bœuf en France

Entre 1990 et 2008, le prix à l'étalage du bœuf a augmenté de 50%. Ceci alors que sur la même période, le prix au producteur a baissé de 15% avec deux baisses drastiques liées aux deux crises de la vache folle (1996 et 2000). Si les professionnelles justifient cette différence par les coûts supplémentaires liés à la sécurisation de la filière en raison de la vache folle, l'Union française des consommateurs réfute cet argument. Selon leurs calculs, seule une part de l'augmentation peut être expliquée.

Exemple de la volaille en France

Un autre exemple intéressant est celui de la volaille française. La baisse des prix agricoles n'a jamais été répercutée à l'étalage alors que toutes les hausses l'ont été.

- En 1996 par exemple, les prix agricoles ont augmenté car la volaille a bénéficié du transfert d'achat des consommateurs en remplacement de la viande de bœuf, du fait de la première crise de la vache folle.
- Entre 2000 et 2002, l'anticipation au passage à l'euro ainsi que la deuxième crise de la vache folle ont favorisé la hausse des prix de vente des volailles sortie élevage.
- En 2003-2004, l'augmentation du cours du blé du fait de la sécheresse 2003, a augmenté les coûts de production qui se sont ensuite répercutés sur les éleveurs.
- Par contre, lors de la grippe aviaire, les prix à l'étalage n'ont que peu été touchés. Si le prix agricole a baissé de 8 points, les prix en rayon n'ont quasi pas bougé. Quant à la tendance générale, entre 1990 et 2006, les prix de détail ont augmenté de 19 points alors que les prix agricoles ont baissé de 18 points...

4.3 Politique de prix des distributeurs

4.3.1 Produits laitiers

Les grands distributeurs attirent le consommateur dans leurs magasins en tablant sur un certain nombre de produits d'appel sur lesquels ils ne gardent que très peu de marge. (Nous ne faisons pas ici cas des hard discounters et de la guerre des prix, mais d'une politique générale). C'est le cas en Suisse avec le lait. En moyenne le lait de consommation est vendu à 1,40.-/l, il peut descendre jusqu'à 0.95.-/litre lors d'actions. Les lait bio ou avec une étiquette « région » se vendent autour de 1.80.-/l. Par contre, d'autres produits tels que les yaourts ou les fromages, sont eux des produits sur lesquels les acheteurs font des marges importantes. C'est ces produits qui compensent les faibles gains dans certains laits de consommation.

Pour preuve, si on rapporte le prix du lait au producteur au prix du yaourt (0.54.- /180 gr), la marge est forte.

$0,54 \cdot x180\text{gr}/1000\text{gr} = 3$ francs/kilo de yaourt au consommateur. Ceci en partant du principe que le yaourt est fait avec du lait entier et non écrémé (ce qui est rarement le cas ; ce qui veut dire que ce calcul est plutôt favorable au distributeur).

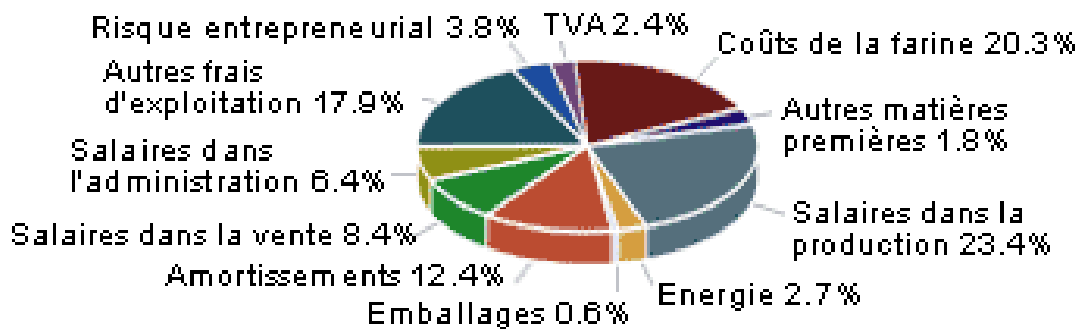
Le prix au producteur ne représente plus que 20% du prix final au consommateur.

Nous n'avons pas pu aller plus en détail dans le calcul, car la répartition de la marge et la réelle composition des yaourts sont un secret bien gardé par les industriels et les distributeurs.

4.3.2 Pains

Il en est de même en boulangerie. Les pains mi-blancs et bis ne sont pas les produits qui rapportent beaucoup aux distributeurs, Par contre, les pains spéciaux (multi céréales, complet, paysan, campagne etc.), qui représentent près de 60% des ventes, sont de multiples occasions pour augmenter leurs marges. L'information est peu transparente. Il en est de même pour les pâtisseries.

Figure 7 : composition du prix du pain. Source : www.pain.suisse.ch



Ce calcul des boulangers est fait à partir de la farine qui représente 20,3% des coûts. Quant au blé lui-même, il représente environ 12% du prix du pain mi-blanc ou bis et seulement 5 à 6% du prix des pains spéciaux.

Calcul 2004 sur coûts de production dans la chaîne du pain blanc vendu en boulangerie (Institut für Agrarwirtschaft). Source : FSPC, Céréales 2015

Coûts céréale : 12% prix final

Autres coûts matières premières en boulangerie : 2%

Travail : 35,2%

Energie : 3,6%

Amortissements : 14%

Administration : 5,7%

Transport, distribution et autres coûts : 24,7%

Marge de gain : 2,9%

Partant d'un prix de 0,496.-/kg de céréales, le prix du kilo de pain blanc est de 4,14.-.

Quelques comparaisons de prix entre les pains, chez un grand distributeur. Pain mi-blanc : 2,5.-/kg. Pain bis : 3,8.-/kg. Pain vaudois: 5.80.-/kg. Pain special: 8.30.-/kg. Pain couronne bio: 8.70.-/kg. Pain épeautre: 9.-/kg.

5 Prix à la production et à la consommation

C'est du contexte socio-économique dans lequel évolue l'agriculture suisse que résulte des coûts de production plus élevés que chez nos voisins. Les facteurs de production sont sensiblement plus élevés en Suisse. On peut citer le sol qui est en moyenne quatre fois plus cher qu'en France. Les fermages sont également élevés. La main-d'œuvre est aussi, en comparaison européenne, plus élevée. Le coût du travail est environ 2 fois plus haut. Le prix des fournitures est aussi plus important. En Suisse, environ 60% des coûts de production sont consacrés à l'achat de biens et de services de consommation intermédiaire (engrais, semences, énergie, phytosanitaires, aliments, vétérinaire etc.) alors qu'en France, ces coûts ne dépassent pas les 50%. Enfin, les structures agricoles étant plus petites, les charges d'amortissement des bâtiments et installations fixes sont importantes.

Par ailleurs, rappelons également que les normes plus sévères qui encadrent la production agricole suisse (écologie et éthologie) provoquent nécessairement des coûts de production plus élevés.

Il ne s'agit pas ici de s'en plaindre mais de prendre en compte cette réalité qui permet d'expliquer la « non-compétitivité » de nos prix. Nous évoluons chacun dans des réalités socio-économiques spécifiques et il n'est en aucun cas possible de comparer 1:1 notre situation avec celle d'autres collègues aussi proches géographiquement soient-ils comme les français ou les allemands.

5.1 Prix rémunérateur

Qu'est-ce qu'un prix rémunérateur ? C'est le prix qui permet de rétribuer correctement le travail de la famille paysanne tout en couvrant les coûts suivants :

- Les intrants nécessaires à chaque production (semences, engrais, frais vétérinaires, ...),
- La structure de l'entreprise : mécanisation, terres, bâtiments,
- La main d'œuvre salariée,
- Les frais de gestion,
- La rente du capital, soit le maintien de la capacité d'investissement, gage de pérennité de l'entreprise.

Si les prix ont connu une hausse en 2007 jusqu'à mi-2008, ils sont à nouveau à la baisse. Il est fort possible que les prix subiront de plus en plus de fluctuations. Quant aux coûts de production, ils ont pris l'ascenseur dès 2007 et n'ont pas encore subi la tendance inverse, ce qui provoque de grandes difficultés sur les exploitations.

Comme chaque exploitation agricole est différente, la structure des coûts engagés pour produire peut varier très fortement. Par exemple, les coûts de structure élevés, peuvent provenir de dettes qui font suite à des investissements importants etc.

Mais il est nécessaire, à un moment donné, de choisir une « exploitation type » qui représente quelque peu une moyenne ; ceci afin de fixer un prix rémunérateur cible qui répondrait au besoin d'une majorité des familles paysannes. Il se peut ensuite que certaines d'entre elles nécessitent des prix plus élevés et que quelques autres puissent se « contenter » de prix un peu plus faibles.

5.2 Calcul du prix rémunérateur pour le blé

S'il est vrai que la culture du blé est une production peu intensive en travail, il faut relever qu'il n'existe pas en Suisse de production céréalière pure. En raison des normes de production, chaque exploitation doit avoir plusieurs cultures (normalement au moins 4 cultures) afin d'assurer une bonne rotation. De plus pour chaque type de culture, un pourcentage maximum de surface ne doit pas être dépassé.

Les calculs sont basés sur le rapport de base de la FAT, le catalogue marges brutes Agridea et le tableur excel « coûts de revient » d'Agridea.

Nous avons donc fait un calcul en fonction d'une exploitation type, orientées grandes cultures, en plaine. La SAU choisie est de 30 ha. La culture du blé est une culture phare de l'exploitation, elle couvre un peu plus de 40% de la terre assolée. Cette exploitation garde néanmoins une diversité relativement importante de cultures afin de répondre à l'image que nous nous faisons d'une agriculture paysanne de proximité. Elle produit des oléagineux, protéagineux, un peu de culture pérenne et élève même quelques têtes de bétail. Nous avons fait le calcul pour des cultures pratiquées de manière plutôt extensives.

Tableau 5 répartition de la surface de l'exploitation

	Grandes cultures	
		% TA
Blé	11.5	42%
Avoine	3.5	13%
Epeautre	2	7%
Colza	3	11%
Tournesol	3	11%
Lentilles	2.5	9%
Pommes de terre	2	7%
Terres ouvertes	27.5	
Prairies artificielles	0	0%
Terres assolées	27.5	
Pommes	0.36	
Prairies naturelles	0.00	
SCE (prairies, 10%)	2.00	
SAU	29.86	

En fonction des données de base de la FAT, du budget de travail de la FAT, cette exploitation nécessite 3430 heures de travail dont près de 700 heures de salariés extérieurs. Reste donc 2730 heures de travail pour la famille, soit environ 1 UMOS (la norme de 1 UMOS= 2800 heures ou 280 jour de travail).

Dans les heures de travail calculées, les heures attribuées aux prestations écologiques requises (que ce soit dans les champs ou pour l'aspect administratif) sont comprises. Nous avons pris l'option d'inclure les paiements directs au calcul (paiement à la surface + supplément terres ouvertes + contribution à la culture des champs ainsi que les paiements UGBFG et SST, SRPA -2009).

Par contre les primes extenso ne sont pas comprises puisqu'elles compensent une perte de rendement.

Nous avons effectué deux calculs grâce au tableur excel.

1. Le premier consiste à savoir à combien il faudrait payer chaque produit pour rémunérer les heures de travail qui lui sont attribuées, à hauteur de 40.-/heure.

Tableau 6 : calcul du prix moyen rémunérateur pour l'exploitation exemple

GRANDES CULTURES EXTENSIVES							
Production	Coûts réels totaux	Prétention salaire famille	Coûts calculés totaux	Primes de culture	Solde coûts après primes	Rendement	Prix minimum pour couvrir coûts
Blé	2'307	1'369	3'676	0	3'676	55	67
Avoine	2'140	1'465	3'606	0	3'606	50	72
Epeautre	2'623	1'459	4'082	0	4'082	40	102
Colza	2'304	1'191	3'495	0	3'495	30	116
Tournesol	2'418	1'386	3'804	0	3'804	30	127
Lentilles	2'696	1'175	3'871	0	3'871	25	155
Pommes de terre	10'110	9'032	19'142	0	19'142	270	71
Pommes	43'976	16'776	60'752	0	60'752	320	190

Ce que l'on peut constater, c'est que si certaines hausses sont envisageables, d'autres ne sont pas pour l'instant à la portée (c'est le cas des pommes et des pommes de terre par exemple).

2. Le second calcul part du principe que l'exploitant-e devrait pouvoir obtenir environ 40.-/heure pour l'ensemble des heures effectuées sur l'exploitation. L'intérêt de ce type de calcul est qu'il prend l'exploitation comme un tout indivisible afin qu'elle réponde aux normes de production suisses. Il permet de répartir la hausse de manière plus équilibrée, en partant de l'idée que certaines cultures sont moins rentables que d'autres, bien que nécessaires.

Sachant que cette exploitation est orientée céréales, nous avons donc regardé à quel prix le blé, l'épeautre et l'avoine devaient être payés pour s'approcher d'une moyenne de 40.-/h.

En payant le blé à 100.-/dt, l'épeautre à 110.-/dt et l'avoine à 70.-/dt, la rétribution du travail de la famille sur cette exploitation serait de 38.-/heure.

5.3 Impact d'une hausse du prix du blé sur le consommateur

75% de la farine est utilisée à la fabrication de pain. Nous faisons le calcul de l'impact de la hausse du prix du blé sur le pain. Si nous une hausse du prix du blé est effectuée afin que le paysan obtienne un prix rémunérateur, le prix au producteur passerait de 60.-/dt à 100.-/dt. Quel serait l'impact sur le prix au consommateur ?

Sachant :

- que 1kg blé permet de fabriquer environ 1kg pain,
- que la consommation est de 50kg par habitant et par an,
- que les transformateurs et les distributeurs calculent déjà correctement leur marge, on répercute de manière brute la hausse de 40cts/kg de blé sur 1 kg de pain.

Hausse : 20.- supplémentaire par habitant et par an pour la consommation de pain.

Sachant que le salaire mensuel brut moyen en Suisse est de 5674.-, nous avons fait le calcul pour deux types de revenu légèrement plus bas.

Tableau 7 : Salaire mensuel brut standardisé (valeur centrale) et répartition des salariés selon le niveau des qualifications requises pour le poste de travail et le sexe. Secteurs privé et public (Confédération) ensemble, 2006. Source : OFS

Niveau de qualification	Total		Femmes		Hommes	
	Fr.	%	Fr.	%	Fr.	%
TOTAL	5 674	100	4 926	100	6 076	100
1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles	10 463	8	8 746	4	10 833	11
2 = Travail indépendant et très qualifié	6 796	27	6 098	23	7 143	31
3 = Connaissances professionnelles spécialisées	5 463	41	5 013	42	5 678	40
4 = Activités simples et répétitives	4 400	24	4 048	31	4 798	18

- Pour un salaire mensuel brut de **5000.-** (sur 12 mois), soit un salaire horaire d'environ 28.8.-/h (365-52x2=260 jours payés), **la hausse du prix du blé correspond à 40 minutes de travail.**
- Pour un salaire mensuel brut de 4'400.- (sur 12 mois), le salaire horaire est de 25,40. **La hausse pour une année correspond à 47 minutes de travail.**

5.4 Calcul du prix rémunérateur pour le lait

En Suisse, 44% du lait est transformé en fromage (ligne jaune), et 56% sont destinés pour la ligne blanche : lait de consommation (14%), yaourts (3%), crème (8%), beurre (14%) etc.

Les consommateurs suisses consomment environ 78 litres de lait de consommation par an.

Exemple

Une exploitation laitière de plaine produisant près de 195'000 litres de lait (29 vaches laitières). Pour ce type d'exploitation, le nombre d'heures familiales estimées est de 2967 heures. Soit un peu plus que l'équivalent de 1 UMOS. Actuellement, elle perd 19cts par kilo de lait en ayant une prétention de rétribution de 25.-/heure pour un prix du lait à 65cts auquel on ajoute la part liées au paiements directs et contributions soit ~16cts/litre. Si cet agriculteur obtenait 19cts de plus par litre soit 81cts + 19cts, il arriverait à 1.-/litre, juste de quoi couvrir ses coûts de production comprenant une rétribution de la famille de 25.-/h.

Si comme pour l'exemple du blé, nous estimons que la famille devrait être rétribuée à **40.-/h**, les coûts (inclus rétribution de la famille correspondant à 60cts par litre) ne seraient pas de 1.-/l mais de 1,29.-/l. Le prix du lait devrait augmenter de 48cts, soit à **1,13.-/litre**. En y ajoutant les 16cts de paiements directs, il est ainsi possible de couvrir les coûts.

Tableau 7 : calcul du prix du lait en fonction de 4 rétributions différentes escomptées. Source de base : Agridea, fiche technique production laitière, mise en valeur des données 2007.

Salaire horaire		25.-/h	40.-/h	35.-/h	30.-/h
Coûts directement attribuables		27	27	27	27
Coûts de structure réel		39	39	39	39
Coûts de structure calculés	cts/kg	34	63	56	48
Intérêt des capitaux propres	cts/kg	3	3	3	3
Prévention salariale de la famille	cts/kg	31	60	53	45
Coûts de production	cts/kg	100	129	122	114
Prix du lait (1er trim 2009) y.c. paiements directs et contributions	cts/kg	81	81	81	81
Paiements directs et contributions	cts/kg	16	16	16	16
Prix du lait (1er trim. 2009)	cts/kg	65	65	65	65
Bénéfice/perte	cts/kg	19	48	41	33
Prix du lait nécessaire sur le marché (sans part des paiements directs). (=prix du lait + montant de la perte)	cts/kg	84	113	106	98

Note : en 2009, il est vraisemblable que la part des paiements directs sera quelque peu plus élevée pour ce type d'exploitation, soit d'environ 3cts par litre. Mais les coûts de production ont également augmenté entre 2007 et 2009. Ils compensent donc la hausse des paiements directs.

La revendication de 1.-/litre d'Uniterre, sur cette exploitation laitière de plaine permettrait une rémunération de la famille d'environ 30.-/h. Elle est donc en dessous de ce qu'il faudrait pour rétribuer la famille à 40.-/h

5.5 Impact d'une hausse du prix du lait sur le consommateur

Il s'agit ici de voir quel serait l'effet sur le consommateur d'une hausse du prix du lait permettant un prix rémunérateur à l'échelon de la production.

Voici un calcul sommaire, partant du principe que les autres maillons de la chaîne n'en profitent pas pour étendre leurs marges.

Répartition de la marge dans la chaîne :

- 65cts (1^{er} trimestre 2009) pour le producteur.
- 30-40cts pour le transformateur (traitement, stockage, conditionnement, emballage, transport).
- 30-40cts pour la distribution (marge bénéficiaire, stockage, marketing).

Si les 2 maillons en aval ne modifient pas leurs besoins, nous pouvons donc « simplement ajouter les 45cts nécessaires pour arriver à 1.10- litre au producteur, sur le prix final au consommateur.

Soit 1.40.-/litre au consommateur + 0,45cts= 1.85.-/l de moyenne.

La différence de 0,45cts x 78 litres = 35.- supplémentaires par habitant et par an pour les dépenses en lait de consommation.

- Pour un salaire mensuel brut de 5000.- (sur 12 mois), soit un salaire horaire d'environ 28.8.- (365-52x2=260 jours payés), **la hausse du prix du lait correspond à un peu plus d'une heure de travail (72 minutes).**
- Pour un salaire mensuel brut de 4400.- (sur 12 mois), le salaire horaire est de 25,4.-. La hausse pour une année est compensée avec **une heure trente de travail (83 minutes).**

Peut-on dès lors expliquer aux consommateurs qu'un effort de leur part (1 heure trente de travail par an pour un « bas salaire ») peut sans aucun doute garantir la pérennité de nombreuses exploitations agricoles. L'objectif est bien de garantir la pérennité des exploitations, d'offrir des perspectives d'avenir à des jeunes qui souhaitent s'installer, tout en permettant aux citoyens suisses d'acquérir les produits de notre agriculture.

L'objectif n'est pas de pratiquer une agriculture à deux vitesses : une à haute valeur ajoutée accessible seulement à une tranche de la population et une autre « bas de gamme ». Il s'agit bien que toutes et tous puissent avoir accès à des produits de qualité. Nous avons le sentiment que c'est à notre portée.

5.6 Rétribution de la famille

Nos calculs sont basés sur une rétribution de la famille paysanne à environ 40.-/heure. Il faut préciser que cette rétribution sert encore à couvrir les dépenses n'étant pas directement liées à l'exploitation agricole.

- Prévoyance professionnelle de la famille
- Cotisations sociales
- Impôts
- Assurances : maladie, accident, RC, ménage,...
- Santé
- Dépenses courantes de la famille (alimentation, boissons, habillement, loisirs, électricité, téléphone, etc.)
- Transports
- Restauration, hôtellerie
- etc.

Ce n'est donc pas une somme nette que la famille paysanne reçoit. Elle doit encore y soustraire tous les frais habituels d'une famille.

6 Consentement du consommateur à payer plus

Il est aussi très utile de se renseigner sur les habitudes de consommation des citoyens. Sont-ils prêts à faire un effort supplémentaire en termes de produits de proximité, même avec des prix plus élevés ?

Une étude effectuée par l'Institut d'économie rurale de Zurich est en cours de publication. (Préférence et consentement à payer pour les produits « standard » suisses). Elle s'est déroulée dans les magasins, devant les linéaires concernés et s'est largement basée sur les réponses spontanées des consommateurs lors de l'acte d'achat. Elle s'est concentrée sur quelques produits : les fraises, les pommes et le poulet.

- A prix égal, le poulet suisse à la préférence de 94% (suisse allemande) et 83% (s. romande) des consommateurs.
- 91%, des consommateurs alémaniques et 83% des romands préfèrent la pomme suisse.
- Pour les fraises, on atteint des sommets avec 99%, respectivement 98%.

6.1 Les raisons de choisir « suisse » pour le consommateur

Il est intéressant d'analyser les raisons qui poussent les consommateurs à acheter une pomme suisse à prix égal. Près de 50% de ceux-ci le font pour des raisons économiques (soutenir la Suisse ou son agriculture, soutenir l'économie suisse et régionale ou locale). 20% donnent des raisons environnementales tels que l'écologie, le transport ou l'énergie et 11% le feraient pour des raisons « d'enracinement » (patriotisme, provenance, proximité, régional, local). C'est seulement ensuite (7%) qu'arrivent des arguments tels que l'aspect consommation (goûts, fraîcheur, espèce, saisonnalité, qualité suisse), la production avec 8% (mode de production, confiance, contrôles suisses, plus d'écologie etc.) et enfin un groupe de 5% qui le font par « attitude personnelle » (par principe, conscience, solidarité, habitude, anti-importation ou anti-UE).

Pour les fraises suisses, le résultat est quelque peu différent puisque les aspects consommation et production représentent à eux deux 47% des réponses. L'aspect soutien de l'économie atteint 21% (au lieu de 49% pour les pommes).

6.2 Les différents types de consommateurs

Cette étude a classifié les consommateurs en plusieurs groupes selon leur fonctionnement à l'achat.

- les « loyal suisse »,
- les « swiss zappers »,
- les « price orientated »,
- les « gourmets ».

Pour le poulet par exemple, 55% de l'ensemble des interrogés sont prêts à choisir suisse même en cas de différence de 7.-/kg (70% pour les loyal suisse). Ils sont 51% pour une différence relativement standard de 10.-/kg (67% pour les loyal suisse) et sont encore 30% lors d'une différence allant jusqu'à 13.-/kg (49% pour les loyal suisse).

Il est utile de savoir que pour tous les cas des produits étudiés, il y a un point de « rupture » dans la courbe de consentement à payer plus. Jusqu'à un certain niveau, le consommateur suit. Ensuite, il y a une nette baisse.

De manière générale, l'étude démontre que 75% des consommateurs suisses sont prêts à payer plus, même avec une différence de prix élevée.

25% n'entrent pas en matière ; ce sont des consommateurs « chasseurs de prix ». Ce quart des consommateurs est pratiquement impossible à convaincre, c'est une attitude, un positionnement dans la consommation qui les amène à chercher la moindre action sur les prix. Il n'est donc pas utile de s'attarder sur ce groupe.

Pour les producteurs, il s'agit surtout de fidéliser le groupe des « loyal suisse » et de gagner les « swiss zappers » qui eux ne demandent qu'à être convaincus. S'ils zappent c'est essentiellement pour des questions liées au budget, tout du moins au sentiment qu'ils n'ont pas de disponibilités en fin de mois par exemple. Quant aux « gourmets », si la qualité est présente, ils sont au rendez-vous.

Cette image des consommateurs est donc encourageante car cela laisse une marge de manœuvre importante aux producteurs. Les familles paysannes doivent être conscientes qu'elles ont un réel capital sympathie chez trois quarts des consommateurs ! Que l'agriculture suisse en tant que telle est aussi très appréciée par les citoyens.

7 Externalités positives de l'agriculture locale

Pourquoi faut-il maintenir une agriculture en Suisse ? Ne pourrions nous pas nous approvisionner meilleur marché en Europe et Outre-mer ?

Notre commerce agricole nous a habitué à consommer des produits provenant des quatre points de la planète en permettant ainsi aux consommateurs de pouvoir s'approvisionner avec une large gamme de produits, indépendamment de la saison. Mais ce système a évidemment des externalités négatives importantes. Les transports de denrées alimentaires sont énormes... Une botte d'asperges du Mexique vendue en Suisse parcourt 11'800 km en avion et consomme l'équivalent de 5 litres de pétrole alors qu'une botte d'asperges suisses achetée en saison n'en consomme que 0,3 litre.

L'agneau de Nouvelle Zélande fait 19'000 km pour arriver jusqu'à nos assiettes et consomme 6,1 litres de pétrole au lieu de 1,3 litres pour de l'agneau indigène. Si nous devons importer, tous produits confondus, environ 30% de ce que nous produisons actuellement, il faudrait ajouter sur nos routes un peu plus de 50'000 camions.

Par ailleurs, en ce qui concerne le prix, une récente étude publiée en 2009 et effectuée par « Ecologie libérale » démontre qu'en consommant de saison et de proximité, le consommateur est gagnant.

Quant au climat, il concerne directement l'agriculture à deux niveaux. Tout d'abord, les changements climatiques ont un impact clair pour l'agriculture sur l'ensemble de la planète. Des sécheresses ou des inondations plus fréquentes ou la hausse des températures font que les récoltes sont moins garanties. Ces incertitudes provoquent des fluctuations importantes des prix qui, au final, n'avantagent pas grand monde.

Par ailleurs, l'agriculture a un impact fort sur le climat puisque plusieurs études estiment qu'elle est responsable de 20 à 30% des gaz à effet de serre. Ce n'est de loin pas négligeable. Par contre, la bonne nouvelle c'est qu'en modifiant nos pratiques, l'agriculture pourrait même devenir un puits net de carbone et ainsi contribuer à l'amélioration de la situation climatique. Quelles seraient les mesures à prendre ?

- En améliorant la gestion des cultures en évitant les jachères nues, en améliorant les rotations en y intégrant des légumineuses, en instaurant des cultures dérobées et de couverture entre chaque saison et en utilisant de manière plus

judicieuse les fertilisants azotés, notamment en calculant les besoins réels des cultures et en les appliquant au moment judicieux.

- En améliorant la gestion des pâturages, en rendant la pratique moins intensive, en évitant la déforestation et en assurant un bon couvert végétal.
- En pratiquant un élevage essentiellement basé sur l'herbe pour les ruminants (principaux responsables des gaz à effet de serre dans la production animale) plutôt qu'en utilisant des fourrages provenant de grandes cultures souvent pratiquées dans l'hémisphère sud suite à de vastes défrichements. En améliorant la gestion des fumiers. En réduisant quelque peu notre consommation de viande.
- En restaurant les sols dégradés, en évitant de convertir les forêts en terres agricoles intensives. En réhabilitant les sols organiques drainés ou en évitant de drainer des zones humides. En luttant contre l'érosion des sols.
- En renonçant autant que possible à la combustion de matière organique et en cherchant à éviter les incendies de forêts.
- En améliorant l'efficacité dans la production des engrais afin de réduire l'énergie nécessaire à leur fabrication et, de manière plus anecdotique, des pesticides.

Il est intéressant de constater qu'une bonne part des mesures proposées par ces études pour que l'agriculture devienne un « puits de carbone » est en partie déjà imposée à l'agriculture suisse dans les règles « prestations écologiques requises » que l'écrasante majorité des familles paysannes suisses suivent. Ce qui veut dire que nous allons dans la bonne direction. Mais l'application de toutes ces mesures, en partie déjà effectuées en Suisse, a un coût. C'est une part de l'explication d'une agriculture « plus chère » par rapport à celle de nos voisins. En garantissant qu'une part importante des produits consommés provienne de ce type d'agriculture, le consommateur et le citoyen suisses font un geste direct pour le climat. Les pratiques agricoles suisses permettent réellement de répondre en bonne part aux enjeux de la lutte contre le changement climatique ; ceci pour autant qu'elles puissent perdurer, voire s'améliorer en assurant un avenir à ce type d'agriculture. Si nous nous coupons de cette opportunité, nous nous approvisionnerons toujours plus avec des produits issus d'une agriculture industrielle peu regardante sur les plans social et écologique.

8 Conclusion

Nous sommes convaincus que notre agriculture a de multiples atouts pour la société :

- elle maintient une économie locale, régionale et nationale puisque 10 à 12% des emplois en Suisse sont directement concernés par l'existence de cette agriculture (secteur agro-alimentaire),
- elle contribue à la protection de l'environnement,
- elle a un impact plus faible sur le climat que bon nombre d'agricultures,
- elle réduit les transports inutiles.

Il y a deux conditions vraisemblables à une adhésion des consommateurs/citoyens :

- L'agriculture doit répondre aux attentes spécifiques de notre société et se différencier des autres agricultures par des externalités positives.
- La hausse des prix à la consommation doit être le reflet d'une hausse à la production et non celle d'une augmentation supplémentaire des marges des intermédiaires.

Les consommateurs sont prêts à faire un effort supplémentaire pour garantir une production agricole en Suisse. Les études citées plus haut comme la réalité du terrain (témoignages de consommateurs lors de la grève du lait par exemple) nous le confirment.

Si les consommateurs et les travailleurs de la terre arrivent à parler d'une même voix, les intermédiaires n'auront qu'une option : faire en sorte de répondre aux attentes des deux extrémités de la chaîne agro-alimentaire.

9 Bibliographie

- AGIR, L'agriculture suisse en chiffres
- Agridea, Réflex 2008
- Agridea, « classeur fiches techniques – production laitière, fiche 9.6.3 », oct. 2008
- Eurostat, Enquête 2005 sur le budget des ménages dans l'UE27, juin 2008
- Ecologie libérale, « consommer des fruits et légumes suisses et de saison est le moins cher », mars 2009
- FAT, « rapport de base 2007 », 2008
- Fédération romande des consommateurs, « budget », 2007
- FRC*Magazine*, « Pain et farine : décryptage d'une hausse », février 2008
- Greenpeace, « agriculture et changement climatique », 2008
- Office fédérale de l'agriculture, site internet - rubrique paiements directs
- Office fédéral de la statistique, « Agriculture suisse, statistique de poche 2008 », 2008
- Office fédéral de la statistique, « L'enquête suisse sur la structure des salaires. Panorama salarial 2006 », 2008
- Office fédéral de la statistique, site internet - rubrique agriculture
- Producteurs Suisses de lait, « L'économie laitière suisse en chiffre », édition 2008
- Sophie Réviron, « positionnement et valeur des labels suisses alimentaires », cours Agridea, janvier 2009
- Union française des consommateurs, « Bœuf, porc et volaille : les prix à la consommation se déconnectent des prix agricoles », 2008
- UBS, Union de banques suisse, « Prix et salaires ; mise à jour 2008 », 2008
- Union Suisse des Paysans, « La cherté de l'agriculture : un mythe persistant - Rapport de situation 2008 », 2008